

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 29/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



LAFARGE GRANULATS

Lieu-dit La Prairie du Rouage
76480 ANNEVILLE AMBOURVILLE

Références : UDRD.2022.06.CD.44.EG.BrJ

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Lieu-dit La Prairie du Rouage 76480 ANNEVILLE AMBOURVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Lieu-dit La Prairie du Rouage 76480 ANNEVILLE AMBOURVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005800126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière de sables et graviers alluvionnaires situées sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE, aux lieux-dits « Prairie du Rouage », « Prairie du Brésil », « Le Manoir Brésil », « Le Marais Brésil », « Ferme du Manoir Brésil », « Le Chêne Bénard », « La Grève » et « Route de Bourg-Achard », autorisée par arrêté préfectoral du 4 octobre 2021 pour une durée de 25 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification par sondage des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral de renouvellement d'exploiter du 4 octobre 2021 – Mise en sommeil de la carrière
- Participation à la Commission Locale de Concertation et de Suivi du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Surveillance des eaux et des plans d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 4.3.1	/	Lettre de suite préfectorale
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 7.4	/	Lettre de suite préfectorale
Interdictions d'accès	Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 8.2.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 1.5.3	/	Sans objet
Mise en sommeil	Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 1.6.1	/	Sans objet
Bornage	Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article Article 8.1.2	/	Sans objet
Mesures et suivis écologiques	Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 8.5 et 8.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des éléments sont attendus de la part de l'exploitant suite à sa décision de mettre en sommeil la carrière d'Anneville-Ambourville pour au moins les deux prochaines années. Trois demandes sont également formulées en termes d'interdiction d'accès, du suivi des eaux souterraines au premier semestre 2022 et de la levée des observations formulées lors du dernier contrôle des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 1.5.3
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet : <ul style="list-style-type: none"> • le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ; • la valeur datée du dernier indice public TP01.
Constats : Suite à la signature de l'arrêté préfectoral de renouvellement d'autorisation d'exploiter du 4 octobre 2021, l'exploitant a transmis un acte de cautionnement des garanties financières en date du 15 mars 2022, pour un montant de 279 348 € (correspondant à la première période quinquennale et à échéance au 03/10/2026).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en sommeil

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 1.6.1
Thème(s) : Autre, Modification apportée aux installations
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection lors de la visite des installations le 11 mai 2022, et annoncé officiellement lors de la Commission Locale de Concertation et de Suivi du site qui s'est tenue le 23 juin 2022, être contraint de mettre la carrière d'Anneville-Ambourville en sommeil suite à une conjoncture économique défavorable (forte diminution des ventes sur le site et hausse du prix des énergies pour le fonctionnement de l'installation), et au vu du coût d'extraction prohibitif découlant des coûts des mesures écologiques (notamment pour l'éradication de la Jussie (espèce exotiques envahissante) sans garantie de résultat), environnementales (panneaux acoustiques dans le cadre des mesures de lutte contre les émergences sonores) et autres aménagements préalables actés dans le dernier arrêté d'autorisation d'exploiter (notamment la plateforme de déchargement des barges au niveau du Plan d'Eau du "Club de Voile") pouvant mettre en péril l'exploitation du site. L'exploitant déclare qu'il reste à ce jour environ 20 000 tonnes de matériaux à extraire sous eau au niveau de la phase 0 du phasage d'exploitation. L'exploitant déclare être dans l'attente aujourd'hui d'évacuer l'ensemble des stocks de matériaux présents au niveau de l'aire d'égouttage sur le site de la carrière avant de mettre en sommeil le site. Un plan de sauvegarde de l'emploi a par ailleurs été mis en place pour les salariés.
Relevé de décision : L'exploitant notifiera à l'inspection la date effective de mise en sommeil de la carrière. L'inspection rappelle à l'exploitant que conformément à l'article R512-74-II du code de l'environnement : « Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives ».
L'exploitant indiquera également, dans cette notification, les mesures prises pour assurer, dès l'arrêt des installations, la mise en sécurité du site et le placer dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. La mise en sécurité comporte notamment les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux (inflammables) ou susceptibles de générer une pollution des sols ou de l'eau, ainsi que la gestion des déchets présents. Les matériels et structures non utilisés ou n'ayant plus d'intérêt doivent également être évacués du site de la carrière ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès. L'exploitant veillera notamment, pendant la phase de mise en sommeil de l'installation, à assurer l'entretien des barrière et clôtures du site, ainsi que la surveillance quotidienne des installations (gardiennage ou autre dispositif équivalent). Les zones d'extraction devront également être mises en sécurité (tapis et pontons flottants ramenés au bord de la berge et ne plus être sous tension) ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion, via notamment la coupure des énergies électriques ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. L'inspection autorise l'exploitant à suspendre les mesures de bruit pendant toute la phase de mise en sommeil des installations du site d'Anneville. Toutefois, les suivis piézométriques semestriels au niveau des piézomètres existants du site doivent être poursuivis, ainsi que les relevés semestriels des niveaux des plans d'eau. Le 3 ^{ème} piézomètre, devant être installé en amont hydraulique du site conformément au chapitre 4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 4 octobre 2021, pourra être créé avant toute reprise de l'exploitation (avec l'appui d'un hydrogéologue agréé). Une visite des installations sera réalisée par l'inspection une fois la mise en sommeil effective de la carrière.
L'exploitant notifiera à l'inspection la date de reprise de l'exploitation de la carrière, et précisera les modalités de remise en service des installations (bande transporteuse, ponton flottant, ...).

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article Article 8.1.2
Thème(s) : Autre, Bornage exploitation
<p>Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous points nécessaires pour la détermination du périmètre du site autorisé et du périmètre d'exploitation (sauf impossibilité due à la présence du plan d'eau). Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats : L'inspection observe que l'exploitant a déjà réalisé le bornage du périmètre autorisé et du périmètre d'exploitation au niveau de la partie terrestre de la plateforme Redland et de la berge des Planquettes (piquetage). Le bornage en eau n'a pas encore été réalisé mais a déjà été évalué par l'exploitant (123 bouées pour le plan d'eau des Planquettes et 45 bouées pour le plan d'eau du Club de Voile espacées de 100 m maximum).</p>
<p>Relevé de décision : l'exploitant finalisera le bornage du périmètre d'exploitation en eau et reprendra les périmètres piquetés sur la plateforme Redland et de la berge des Planquettes à la reprise de l'activité de la carrière (après sa phase de mise en sommeil).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux et des plans d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux et plans d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les piézomètres et les plans d'eau font l'objet d'un suivi semestriel.</p> <p>Les résultats sont comparés d'une analyse à l'autre afin de visualiser l'évolution des différents paramètres (Température, pH, DCO, DBO5, Matières en Suspension, turbidité (paramètre Platine), Hydrocarbures Totaux). Ils doivent présenter des valeurs conformes aux prescriptions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;• température inférieure à 30°C ;• Matières en Suspension Totale (MEST) : concentration inférieure à 35 mg/l (analyses réalisées conformément à la norme NF T 90 105) ;• Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté (DCO) : concentration inférieure à 125 mg/l (analyses réalisées conformément à la norme NF T 90 101) ;• Hydrocarbures totaux (HCT) : concentration inférieure à 10 mg/l (analyses réalisées conformément à la norme NF EN ISO 9377-2 ou NF T 90 114) ;• la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. <p>Les niveaux des plans d'eau sont relevés semestriellement et reportés sur un registre approprié.</p> <p>Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'inspection des installations classées accompagnés de tous commentaires utiles à leur compréhension (plan de situation, sens d'écoulement des eaux, suivi de tendance, analyse de référence, ...).</p> <p>Constats : Les analyses des eaux souterraines, réalisées les 27 avril et 15 septembre 2021 (respectivement en période de hautes eaux et de basses eaux) au niveau des piézomètres, font état d'un dépassement en MES et DCO au niveau du piézomètre PZ EST amont lors du prélèvement du second semestre (non imputable à l'activité de la carrière). Le rapport conclut que la faible présence d'eau constatée dans le piézomètre PZ EST et sa difficulté à renouveler le volume de colonne d'eau purgé préalablement au prélèvement perturbent la critique des résultats mesurés et leurs comparaisons avec les autres points de suivi.</p> <p>L'exploitant précise que les suivis du premier semestre 2022 ont été réalisés mais que les résultats ne lui ont pas encore été communiqués. Ces suivis intègrent également, selon les dires de l'exploitant, la mesure du niveau des plans d'eau tel que spécifié à l'article 4.1.3 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 4 octobre 2021.</p> <p>Demande n° 2022-06/01 : L'exploitant transmettra à l'inspection, dès réception et au plus tard sous un délai de deux mois, le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines au premier semestre 2022. Des mesures correctives devront être entreprises en cas de nouveaux dépassements au niveau du piézomètre PZ EST, et a minima une opération d'entretien par air pulsé avant la prochaine campagne de suivi de la qualité des eaux de septembre 2022.</p> <p>Les suivis piézométriques semestriels devront être poursuivis lors de la phase de mise en sommeil de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification annuelle installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier contrôle des installations électriques réalisées le 26 novembre 2021 au niveau de la zone d'extraction de la carrière (groupe électrogène sur appontement bateau) et relevant 4 observations nouvelles.
Demande n° 2022-06/02 : L'exploitant prendra les actions correctives nécessaires au plus tard sous un délai de deux mois (et dans tous les cas avant la fin d'exploitation de la carrière) pour lever l'ensemble des observations visées dans le rapport du 26 novembre 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Interdictions d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 8.2.2
Thème(s) : Autre, Interdiction d'accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est limité et contrôlé. En dehors des heures ouvrées, les accès sont matériellement interdits. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation et avant que celui-ci ait fait l'objet d'une cessation d'activité et d'un récolement par l'inspection des installations classées. L'accès à l'exploitation, ainsi qu'à toute zone dangereuse (berges non réaménagées et plans d'eau...), est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place le long du périmètre d'autorisation (sauf impossibilité due à la présence du plan d'eau) et autour des zones dangereuses, notamment du chantier d'exploitation.
Constats : L'inspection constate en même temps que l'exploitant, lors de la visite de la carrière le 11 mai 2022, qu'une barrière a été volée au niveau de l'entrée derrière l'étang Schmitt, permettant de fait à des tiers d'accéder à la bande transporteuse (encore sous tension) sur quelques centaines de mètres. L'exploitant déclare, lors de la Commission de suivi du site le 23 septembre 2022, que cette barrière a été chiffrée mais n'a pas encore été commandée.
Demande n° 2022-06/03 : l'exploitant installera, au plus tard sous un délai d'un mois, la barrière au niveau de l'entrée derrière l'étang Schmitt. Dans cette attente, l'interdiction d'accès au site devra être matérialisée par un dispositif adéquat.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Mesures et suivis écologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 8.5 et 8.6
Thème(s) : Autre, Mesures et suivis écologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant met en œuvre les différentes mesures développées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé, et reprises dans le tableau figurant au chapitre 8.5 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2021.</p> <p>Par rapport à l'intérêt patrimonial pris en compte dans le cadre de la prolongation et l'extension de la carrière, l'exploitant réalise des suivis écologiques tous les ans (pendant toute la durée de l'autorisation), sur toutes les zones exploitées et réaménagées ayant fait l'objet d'une mesure des impacts sur les milieux naturels (y compris sur les zones de compensation ex-situ), selon le calendrier précisé au chapitre 8.6 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2021.</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare avoir réalisé en partie le débroussaillage au niveau de la plateforme Redland (mesure E2). Le pâturage est également en place au niveau au niveau de la zone de prairies humides (mesure A0).</p>
<p>Relevé de décision : Concernant les mesures et suivis écologiques prescrits aux chapitres 8.5 et 8.6 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2021, l'inspection conclut, après consultation du Service Ressources Naturelles de la DREAL Normandie, que :</p> <ul style="list-style-type: none">• les mesures d'évitement E1 (balisage des espèces/habitats à enjeux) et E2 (défrichage/débroussaillage) peuvent être reportées à la reprise de l'activité ;• L'exploitant réunira, dès septembre 2022, un comité composé de la DREAL (Inspection des installations classées, Service Ressources Naturelles), du Parc, du Conservatoire d'espaces naturels de Normandie et du Conservatoire botanique national de Bailleul pour discuter et valider le protocole d'éradication et d'isolement de la ludwigie fausse péplide (ou Jussie rampante) au niveau du plan d'eau du Club de Voile dans le cadre de la mesure R1 (Éradication des espèces exotiques envahissantes). La problématique de la maintenance et entretien à réaliser sur le câble/barrage flottant au niveau du plan d'eau du Club de Voile devra également être étudiée pour que cette espèce exotique envahissante ne s'étende pas au-delà.• la mesure de réduction R3 (mise en place d'une fauche annuelle sur la pâture abandonnée au niveau du plan d'eau ouest du Club de Voile) doit être maintenue pendant la phase de mise en sommeil de la carrière ;• les mesures de compensation C1, C2 et C3 pourront être réalisées à la reprise de l'activité ;• les mesures de gestion doivent également être maintenues pendant la phase de mise en sommeil de la carrière et peuvent être adaptées au cas par cas, notamment pour la périodicité d'entretien. Le pâturage mis en place dans le cadre de la mesure A0 (« Gestion extensive des zones de prairie humide ») devra notamment être poursuivi, avec moins de chargement ;• La mesure A1 (Gestion et éradication de la Crassule de Helms via la mise en place d'une bâche ou d'un grillage sur le bassin de décantation pour qu'elle ne s'éparpille pas) devra être réalisée si cette mesure n'est pas déjà effective ;• Les mesures A2 (Déplacement des espèces floristiques patrimoniales), A3 (Création d'une zone humide au droit de la berge des Planquettes) et A4 (Restauration/création de formations arborées) seront réalisées à la reprise de l'exploitation de la carrière ;• Les suivis écologiques (S1, S2, S3 et S5) peuvent être reportés à la reprise de l'exploitation (l'année « n » spécifié au chapitre 8.6 de l'arrêté étant l'année de reprise de l'activité de la carrière après la phase de mise en sommeil). Le suivi des espèces exotiques envahissantes (S4) devra par contre être poursuivi pendant la phase de mise en sommeil de la carrière. Les modalités et fréquence de ce suivi devront être discutées et validées avec les membres du comité défini supra qui se réunira à la rentrée 2022. <p>Enfin, le passage d'un écologue devra être réalisé avant toute reprise d'activité au niveau de la carrière pour vérifier l'absence de nouveaux enjeux environnementaux (et notamment l'installation de nouvelles espèces).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet